

**Zeitschrift:** Archivum heraldicum : internationales Bulletin = bulletin international = bollettino internazionale

**Herausgeber:** Schweizerische Heraldische Gesellschaft

**Band:** 89 (1975)

**Heft:** 1-2

**Rubrik:** Miscellanea

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Miscellanea

### Deux abbés de Saint-Maurice

Une curieuse coïncidence fait que les deux derniers abbés de Saint-Maurice d'Agaune, en Valais, sont natifs du canton de Vaud ; ils appartiennent cependant à des familles venues au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'une du nord, l'autre du sud.

François-Antoine Haller (1844-1907), de Hüsseren-Wesserling en Alsace, après avoir combattu pour la France dans la guerre de 1870-1871, quitta sa province après l'annexion de celle-ci à l'Empire allemand. On le voit à Lausanne en 1872, puis à La Tour-de-Peilz dès 1881. Mme Haller, née Marie-Patience Chevalley (1852-1935), originaire de Monthey, obtint, après la mort de son mari, sa réintégration dans la nationalité suisse.

Louis-Séverin Haller, né à La Tour-de-Peilz le 11 février 1895, opta pour la Suisse à sa majorité, avec droit de cité à Monthey, et, plus tard, bourgeoisie d'honneur de Saint-Maurice. Le 14 juin 1943, le Chapitre l'élisait



Fig. 1. Sceau de Mgr Haller.

abbé de Saint-Maurice, charge que le prélat occupera jusqu'en 1970. A la suite du Concile Vatican II (1962-1965), le Saint-Siège a établi pour règle que les prélats qui achèvent leur 75<sup>e</sup> année renoncent à leur charge dont l'âge ne permet généralement plus d'assumer tout le poids. C'est ainsi qu'en février 1970, Mgr Haller présenta sa démission au pape Paul VI.

Le prélat avait pris pour armes en 1943 : *d'or à un pal de sable chargé d'une épée d'argent garnie d'or, la pointe en bas, et deux réglettes d'or croisées en sautoir brochant sur l'épée*. Ces armes sont inspirées d'un sceau du XVI<sup>e</sup> siècle, attribué à Jean-Léonard Haller, bourgmestre de Soultz en 1574, avec qui la famille de Mgr Haller avait peut-être un lien de parenté. Toutefois, les armes du prélat marquent la différence dans les couleurs et l'adoption du pal qui ne figure pas dans le sceau du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

Les réglettes sont regardées comme des lingots ou barres de fer et, avec l'épée abaissée, elles symbolisent le métier de forgeron qu'exerçaient plusieurs générations de la famille.

Si les armes du prélat sont demeurées constantes, elles ont cependant été associées de différentes manières aux armes représentant ses diverses fonctions<sup>2</sup>. Depuis qu'il a déposé la charge d'abbé de Saint-Maurice, Mgr Haller ne porte plus que ses armes personnelles associées à celles de l'Ordre du Saint-Sépulcre, dont il demeure le grand-prieur pour la Suisse. Il porte ainsi un écu parti : au I du Saint-Sépulcre, soit : *d'argent à la croix potencée de gueules cantonnée de quatre croisettes du même*, au II des seules armes Haller. Son sceau est entouré de la légende : SIG·LUDOVICI·HALLER·EPISC·TIT·BETHLEEM.

Pour succéder à Mgr Haller, le Chapitre abbatial a élu le 15 juillet 1970 Mgr Henri-Arthur Salina, né à Morges (Vaud), le 13 décembre 1926.

La famille Salina est originaire de Varzo, dans la province de Novare ; une branche s'est établie à Morges où elle a été naturalisée en 1923 et 1930 avec droit de cité dans cette ville. Une autre branche de la famille de Varzo, fixée dans le Haut-Valais, a aussi obtenu la nationalité suisse avec droit de cité à Viège en 1936 et 1943.



Fig. 2. Sceau de Mgr Salina.

Cette dernière branche porte un blason d'origine italienne qui se présente ainsi : *d'azur à une tour carrée d'argent, crénelée de merlons gibelins et percée de deux bouches à feu de sable, posée d'angle sur une terrasse de sinople, surmontée d'une rose d'or boutonnée de gueules, et flanquée de deux fleurs de lis d'argent, au chef d'Empire : d'or à l'aigle de sable*<sup>3</sup>.

Mgr Salina a adopté des armes propres : *d'or à la rivière ondée de gueules posée en barre, accompagnée en chef d'une rose du même et en pointe d'une ancre de sable*. La rivière de gueules

représente la ville de Morges dont le blason porte un coupé d'argent et de gueules avec deux rivières posées en fasce, de l'un dans l'autre<sup>4</sup>. La rose est empruntée aux armes de la famille maternelle du prélat, la famille *Amoudruz*<sup>5</sup>, originaire de Samoëns en Faucigny (Haute-Savoie), dont une branche, appelée aujourd'hui *Amaudruz*, a été reçue bourgeoise de Lutry en 1589<sup>6</sup>. On remarquera, d'autre part, qu'une rose se trouve aussi dans les armes d'origine italienne portées par la branche viégeoise de la famille Salina. Quant à l'ancre, elle figure comme marque sur des étiquettes de bouteille dans le commerce de la famille Salina à Morges.

En plus de ces rappels, l'emblématique du blason de Mgr Salina revêt un sens spirituel, la rose symbolisant la joie, et l'ancre l'espérance, faisant ainsi allusion à un texte de Vatican II : *Gaudium et spes*<sup>7</sup>.

Mgr Salina écartèle ses armes avec celles de l'Abbaye de Saint-Maurice placées aux quartiers I et IV, soit : *de gueules à la croix tréflee d'argent*. Entourant les armes, le sceau porte la légende : + SIG·HENRICI·SALINA·ABB·S·MAURITII·AGAUN.

L. Dupont-Lachenal.

<sup>1</sup> DUPONT LACHENAL, Léon : *Les armoiries de Mgr Haller*, dans les *Echos de Saint-Maurice*, 1944, p. 74-83.

<sup>2</sup> DUPONT LACHENAL, Léon : *Les armoiries des évêques actuels de la Suisse*, dans les *Archives Héraudiques Suisses*, annuaire 1969, p. 12-13.

<sup>3</sup> *Nouvel Armorial Valaisan*, 1974.

<sup>4</sup> DESSEMONTET, Olivier et NICOLIER, Louis F. : *Armorial des Communes vaudoises*, Lausanne, 1972, p. 126-127.

<sup>5</sup> BAUD, John : *Armorial du Chablais*, manuscrit appartenant à l'Académie Chablaisienne, Thonon. Aimable communication de M. Marcel Sauthier, président de cette académie.

<sup>6</sup> GALBREATH, Donald Lindsay : *Armorial vaudois*, t. I, 1934, p. 9 : *Amaudruz II*, et pl. I.

<sup>7</sup> A rapprocher de Baruch, 4, 22, et de saint Paul : I Thess., 2, 19, et Rom., 15, 13.

### Una rara concessione araldica ad un patrizio del ducato di Monferrato (1353)

Le memorie storiche relative al Ducato di Monferrato, mostrano sovente allo studioso, nel corso dei secoli, questo o quel personaggio, membro di famiglie della nobiltà indigete, inteso a prestare i suoi servizi di cavaliere presso potentati europei. Il Ducato di Monferrato ebbe una struttura essenzialmente militare ed è facile quindi comprendere come attraverso gli otto secoli della sua indipendenza (dal 951 al 1708) quella sua nobiltà numerosa e prolifica fornisse uomini versati nel mestiere delle armi.

Tra costoro è da annoverare quel Fencio de Prato che « l'indomani della festa di San Gregorio » cioè il 4 settembre 1353, otteneva da Ulrico senior conte di Helfenstein di poter usare a guisa di cimiero, sul proprio elmo, il « caput Elephantis » con diritto di trasmettere il privilegio ai suoi discendenti legittimi, avendo egli per vent'anni valorosamente combattuto nelle truppe dell'Imperatore Carlo, Re di Boemia.

Il prezioso documento membranaceo è conservato nell'Archivio di Stato di Torino (*Monferrato, materie economiche ed altre, mazzo 14*) e viene considerato inedito. Prima di passare alle diverse considerazioni, editiamo il testo della bella pergamena, perfettamente conservata, alla quale è legato con un cordocino bianco e rosso di seta, il sigillo in cera gialla dove è impressa la figura dello Elefante.

*Nos Ulricus senior comes de Helfenstein, notum facimus tenore presentium universis quod considerato zelo multiplici seu speciali amicitia quibus nobilem virum dominum Fencium de Prato militem Sacri Lateranensis palatii Comitem, confamiliarem consocium et amicum tamquam fratrem nostrum carissimum, ex noticia cum ipso in Curia Sere-nissimi Principis et domini domini Karoli Romanorum semper Augusti et Boemie regis communis domini nostri generosi dudum retroactis temporibus et huiusque contracta sincere mentis affectum completemur sibi et heredibus suis masculis legitimis clenodium cassidem seu czimerium puta caput Ele-phantis deauratum in superiori parte de antedictu et in inferiori parte puto super czalcatelam blinci seu coloris crocei prout ipse dominus Fencius ipsum clenodium viginti annis circa super galea duxisse dinoscitur in preliis bellis, hastiludiis, torneamentis aut alibi licite et absque impedimento quolibet ad gerendum deferendum et ducendum de fraternali et iam contracta sincere dilectionis amicitia, quibus ipsum perseguimur presentibus indulgemus nobilibus viris dominis Syffrido de Suntheim, Burchardo Monacho seniore de Landskrone de Basilea, Conrado de Homburg, Arnaldo de Bachenn ac aliis pluribus testibus ad premissa, harum nostrarum cum nostri appensione sigilli testimonio litterarum. Datum Wyenne anno domini millesimo trecentesimo quinquagesimo tertio, in crastino sancti Gregorii confessoris.*

Il testo del documento, recentemente edito<sup>1</sup> fu attribuito, per la figura dell'Elefante, all'Ordine danese dell'Elefante. Ciò che invece non è dalle ultime indagini in merito. Si tratta di una concessione del cimiero della propria arma, fatta dal conte Ulrico di Helfenstein ad un suo amico, il conte palatino Fencio de Prato che militava con lui nelle truppe dell'Imperatore Carlo, Re di Boemia.

Tale è l'interpretazione fornитами con squisita cortesia dal dottor Olivier Clottu (che ringrazio sentitamente), redattore di questo periodico.

Risulta dunque che Ulrico di Helfenstein, appartenente ad una potente ed antica famiglia sveva recava per arma : *di rosso all'elefante d'argento passante su di una terrazza d'oro. Cimiero : una testa di elefante d'oro (alias d'argento).* Lo stesso cimiero concesso al conte Fencio de Prato. I testi presenti all'atto sono della stessa regione del conte di Helfenstein. Syffredo de Suntheim era ufficiale dell'abbazia di San Gallo, Burcardo Monaco, di Landskrone di Basilea, Conrado de Homburg era del vescovo di Costanza. Gli studiosi confermano la rarità della concessione di un cimiero dall'una alla altra famiglia.

Fencio de Prato, era un monferrino. La storia del Ducato di Monferrato ci fa conoscere tre famiglie *Prato* di antica nobiltà. I *del Prato* compaiono in Casale dov'erano nei secoli XIV-XVI « de commune ». Alzavano costoro per arma : d'azzurro al pino di verde notrito da una campagna dello stesso affiancato da due papaveri di rosso, come risulta da un disegno del 1570 c. I *Prato*, signori di Odalengo Piccolo, compaiono in Moncalvo nel XVI secolo. E di costoro ignoriamo l'arma.

Ma riteniamo che il nostro Fencio de Prato appartenesse alla terza famiglia di tal nome : i *Prato* « una delle sei migliori case di Mombaruzzo, borgo che dette alla nobiltà monferrina i Ghisalberti, i Tedisii, i della Chiesa, i Brondolo, i Boveri, gli Sburlati, i della Capella. Vi esisteva essa fino dal 1222 », come ebbe a scrivere il barone Pericle Massara di Prévide nelle sue Genealogie Patrie (vol. IV, pag. 1287) conservate manoscritte a Torino, nella Biblioteca del Re. I *Prato* da Mombaruzzo occuparono ragguardevoli cariche alle corti Aleramiche e Paleologa. Essendo questa la più antica ed illustre delle tre famiglie non è da escludere la possibilità che ad essa più facilmente appartenesse il Fencio de Prato che ottene in quel lontano 4 settembre 1353 da Ulrico di Helfenstein la facoltà di usare per sé e suoi discendenti maschi legittimi, il cimiero dell'Elefante. La famiglia *Prato* esiste tuttora, regolarmente iscritta negli Elenchi Ufficiali della Nobiltà Italiana. Alza essa per arma (scolpita, tra l'altro, sul timpano della cappella sepolcrale nel cimitero di Mombaruzzo) : troncato, nel 1º d'azzurro all'aquila d'argento. Nel 2º fasciato di verde e di rosso.

*Giuseppe Aldo di Ricaldone.*

<sup>1</sup> G. ALDO DI RICALDONE : *Annali del Monferrato (951-1708)*, Torino 1972, vol. II, pag. 972.

### Genealogische Forschung in den Vereinigten Staaten

Die meisten Bewohner der Vereinigten Staaten sind Nachkommen von Einwanderern aus europäischen Ländern. Im 17. und 18. Jahrhundert stammten die Einwanderer vor allem aus England, Holland, Deutschland und den skandinavischen Ländern. Um das Jahr 1850 brachte die Hungersnot in Irland einen bedeutsamen Zustrom; erst in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts gewann die Einwanderung aus Italien und den osteuropäischen Staaten die Vorhand. In früheren Jahrhunderten war oft die religiöse Verfolgung mehr als die politische ein Grund zum Verlassen der Heimat. Der berühmteste Fall sind die Pilgerväter, die ihres puritanischen Glaubens wegen im Jahr 1607 von England nach Leyden in Holland ausgewandert waren und am 11. November 1620, einem der bedeutendsten Tage in der Geschichte der Vereinigten Staaten, an der unwirtlichen Küste von Plymouth im heutigen Staat Massachusetts landeten. Der von ihnen vertretene Puritanismus hat auf das amerikanische Denken und Fühlen bis heute starken Einfluss ausgeübt.

Fast allen Einwanderern war gemeinsam, dass sie aus den werktätigen unteren und mittleren Schichten stammten, die in der Neuen Welt besseres wirtschaftliches Fortkommen erhofften und sehr oft auch erreichten. Das Interesse an der Nachforschung von Ahnen, die in früheren Zeiten vielleicht eine bedeutsame Stellung im Leben ihres Landes eingenommen, sich insbesondere auf militärischem Gebiet ausgezeichnet hatten, war daher begrenzt. Es ist mir bei Besuchen der Vereinigten Staaten wiederholt begegnet, dass ich auf die Frage, von woher die Grosseltern eingewandert seien, die Antwort erhielt : «aus dem Schwarzwald» oder «aus dem nördlichen Deutschland». Eine Ortsangabe konnte nicht gemacht werden, auch das Jahr der Einwanderung konnte nur ungefähr angegeben werden.

Es ist wohl auf die im Jahr 1976 bevorstehende Feier des zweihundertjährigen Bestehens der Union zurückzuführen, dass im Gegensatz zu früher genealogische Forschung in letzter Zeit mit grossem Eifer betrieben wird. Das stolze Bewusstsein, ein Bürger der ersten Weltmacht zu sein, mag viele veranlassen, nachzuforschen, wer unter den Ahnen den entscheidenden Beschluss gefasst hat, die alte Heimat zu verlassen und in der Neuen Welt ein neues Leben zu beginnen. Im ganzen Land sind in den Grossstädten, in den sich weit ins Land hinaus

erstreckenden Vorstädten, in kleineren Städten, selbst auf dem flachen Land genealogische Gesellschaften gegründet worden. Nahezu 1 000 Zeitschriften, von denen manche sogar wöchentlich erscheinen, bieten ihre Hilfe in der Forschung nach Vorfahren an. Bibliotheken und Archive berichten, dass sie von Besuchern und schriftlichen Anfragen überschwemmt werden. Die National Archives in Washington, die die Originale der Unabhängigkeitserklärung von 1776 und der Verfassung von 1787 in höchst würdiger Weise beherbergen und täglich Scharen von Besuchern anlocken, berichten, dass im Jahre 1954 im Monat etwa dreitausend Anfragen eingingen gegenüber gegenwärtig 4 000 pro Woche. Fast 1 000 Amerikaner kommen wöchentlich persönlich ins Archiv, um in den dort bewahrten Unterlagen zu suchen. Die 20 Angestellten des Archivs sind in der Beantwortung schriftlicher Anfragen über einen Monat im Rückstand. Das Archiv besitzt insbesondere militärische Aufzeichnungen bis zurück zu den französischen und Indianerkriegen in der Mitte des 18. Jahrhunderts, auch alle statistischen Unterlagen seit der ersten Volkszählung im Jahre 1790.

Die erste Organisation für Ahnenforschung war die National Society of the Daughters of the American Revolution. Sie nimmt nur Mitglieder auf, die den Nachweis erbringen, dass sie von einem im Revolutionskrieg (1776 bis 1781) tätigen Patrioten abstammen. Es folgten die Mormonen, die im Jahre 1847, in den fast menschenleeren Gebieten der heutigen Staaten Utah, Idaho, Wyoming, New Mexico und Nevada die Church of Jesus Christ of Latter-day Saints mit Salt Lake City als Mittelpunkt gründeten und zu den größten Pionieren aller Zeiten zu rechnen sind. Hier ist die Bewegung auch durch religiöse Motive beeinflusst; denn die Vorfahren können durch Gebet der lebenden Nachkommen zum ewigen Heil befördert werden. So ist es zu erklären, dass in der 1972 neugegründeten Bibliothek an manchen Tagen über 1 000 Besucher zu zählen sind.

Auch Angehörige der unteren Schichten sind nicht mehr damit zufrieden, in dem «melting-pot», dem Schmelziegel der amerikanischen Gesellschaft, ohne Nachweis ihrer Herkunft unterzugehen. Selbst Neger und Indianer wollen mehr von ihren Vorfahren wissen und besuchen die Bibliotheken und die Forschungsgesellschaften.

Studenten in etwa 25 Universitäten und Colleges und auch in manchen high schools (7. bis 12. Schuljahr) berichten über ihre Familiengeschichte als Beitrag zu dem «Anonymous Families History Project»,

das Geschick von vielen unbekannten Personen, die die Vereinigten Staaten zu ihrer heutigen Grösse mitentwickelt haben, aufhellen soll. Etwa 1 500 Pfadfinder bewerben sich allmonatlich um Preise, die für Forschungserfolge in Familiengeschichte gewährt werden.

Für viele bieten Gespräche mit alten Verwandten oder das Lesen alter Familienaufzeichnungen die ersten Grundlagen. Sie können Anhaltspunkte geben, in Bibliotheken und Archiven, in Kirchenbüchern oder auf alten Friedhöfen, die wegen des starken Wechsels des Wohnsitzes oft im Zustand des Verfalls sind, weiter zu forschen. Manche setzen bei Reisen in Europa ihre Studien fort. Etwa 50 Amerikaner besuchen täglich das English College of Arms in London, wo sie den Nachweis zu erbringen suchen, dass sie Nachkommen eines Engländer sind, dem ein Wappen verliehen worden war. Diese wurden im mittelalterlichen Europa gewöhnlich vom König für militärische Verdienste verliehen. Im 15. Jahrhundert gab es schon so viele Inhaber, dass die Könige begannen, die Führung der Wappen systematisch (in Wappenkunde) zu ordnen. Von da an musste der Inhaber beweisen, dass er in einer ununterbrochenen männlichen Linie von der Person abstammte, der das Wappen verliehen worden war. Die Amerikaner sind trotz ihrer ausgesprochen republikanischen Einstellung stolz, wenn sie diesen Nachweis erbringen können. Einen berufsmässigen Genealogen für diese Arbeit einzusetzen, kann Tausende von Dollars kosten, die reiche Amerikaner gerne auslegen. Zeitschriften, die für geringe Beträge das Aufstellen von «Familiengeschichten» anbieten, liefern oft nur Pamphlete mit belanglosen Allgemeinheiten.

Curator John Modell, Geschichtsprofessor an der Universität von Minnesota, hat den Wert der neuen Bewegung so zusammengefasst:

«Jedermann hat seinen Platz in der Geschichte der Menschheit, der Durchschnittsmensch so gut wie der bedeutende Bürger. In der Vergangenheit hat sich die Geschichte lediglich mit den Grossen, gut oder schlecht, befasst. Die Familiengeschichten, die wir jetzt sammeln, berichten über die gewöhnlichen anonymen Leute, die die Vereinigten Staaten zu dem geschaffen haben, was sie heute sind.»

*Von Senatspräsident  
a. A. Dr. Robert Adam, München.*

## Gli stemmi e i gonfaloni delle regioni italiane

Le regioni in cui è suddivisa oggi l'Italia furono create verso la fine del secolo scorso senza alcun fine amministrativo, ma soltanto per riunire fra di loro le provincie del territorio nazionale secondo un concetto « storico ». Tale concetto fu invero piuttosto opinabile, poiché nelle regioni cosiddette « storiche » vennero non sempre ad essere comprese provincie di loro stretta appartenenza: nello stesso tempo va detto che molte provincie di confine sono spesso difficilmente definibili. Poiché però la cosa non aveva alcun valore pratico, essendo sempre la Provincia e il Comune gli unici organi effettivi, la platonica suddivisione fu accettata senza troppe discussioni e con il trascorrere degli anni fu l'abitudine quella che prevalse.

La ripartizione puramente storica doveva invece avere ben diverso effetto a partire dal 1946, quando, finita la guerra e caduti monarchia e fascismo (sostenitori di uno Stato accentratore), la nuova Repubblica italiana riconobbe la necessità di concedere a determinate regioni un particolare statuto « speciale » di autonomia: nacquero così fra il 1946 e il 1948 le « Regioni a statuto speciale » della Sicilia, della Sardegna, della Valle d'Aosta e del Trentino-Alto Adige, cui si aggiunse nel 1953 quella del Friuli-Venezia Giulia. Ma la Costituzione previde nel contempo un decentramento amministrativo generale, da estendere a tutte le altre quindici regioni storiche, dette queste « Regioni a statuto ordinario », e rappresentate da Piemonte, Lombardia, Veneto, Liguria, Emilia-Romagna, Toscana, Marche, Umbria, Lazio, Abruzzo, Molise, Campania, Puglia, Basilicata e Calabria.

L'applicazione della norma costituzionale che prevedeva fin dal 1948 la formazione delle Regioni a statuto ordinario si protrasse, soprattutto per timori di ordine politico, per oltre venti anni e solo nel 1970 fu emanata la legge di attuazione. Tutti gli statuti delle nuove Regioni (eccetto il Veneto) prevedono l'adozione di uno stemma e di un gonfalone, ma sono trascorsi ormai tre anni da allora e soltanto tre Regioni hanno finora provveduto in merito.

L'insigne araldista professor Giuseppe Gerola già sul finire degli anni Venti aveva proposto una serie di 19 stemmi, uno per ognuna delle regioni, « quand'anche esse non corrispondano ad alcun ente politico o amministrativo ufficialmente riconosciuto ». Di tali stemmi alcuni erano effettivamente tradizionali (il biscione visconteo per la Lom-

bardia; il leone di san Marco per il Veneto; le palle medicee per la Toscana ecc.), altri adattati (la croce sabauda con lambello e aggiunte le iniziali del nome del principe di Piemonte per il Piemonte; la croce di san Giorgio accantonata nel 1º quarto da un castello stilizzato per la Liguria) e infine altri creati *ex novo*, seppure in base a dati storici. Buona parte di essi appaiono oggi superati o poco idonei e, a parte il fatto che gli organi deliberanti regionali odierni ignorano di certo i suggerimenti del Gerola, la visione storica e politica di oggi porta per lo più a cercare nuove espressioni. E probabilmente in molti casi stenta a trovarle, il che può anche spiegare perché molte Regioni siano ancora prive del loro emblema.

La più sollecita Regione a statuto ordinario ad adottare stemma e gonfalone fu la Campania. Il 21 luglio 1971 la legge regionale n. 1 (pubblicata il 24 luglio successivo sul *Bollettino Ufficiale regionale* n. 15) decretava:

*Art. 1. Stemma della Regione* — La Regione Campania assume come proprio stemma quello che si diede la Repubblica marinara di Amalfi ai suoi albori. Detto stemma è costituito da una banda rossa in campo bianco.

*Art. 2. Gonfalone della Regione* — Il gonfalone della Regione è di colore azzurro mare e reca al centro lo stemma di cui all'articolo precedente e in basso la scritta in oro dittante REGIONE CAMPANIA. Il gonfalone si completa con il nastro tricolore (verde, bianco e rosso) annodato al di sotto del puntale.

Alla legge è allegato lo stemma di cui in figura 1.

Purtroppo, nonostante i ripetuti solleciti, la Regione Campania non ha mai fornito alcuna spiegazione sul perché della scelta, sebbene essa appaia abbastanza ovvia. E altrettanto mute sono le fonti storiche che

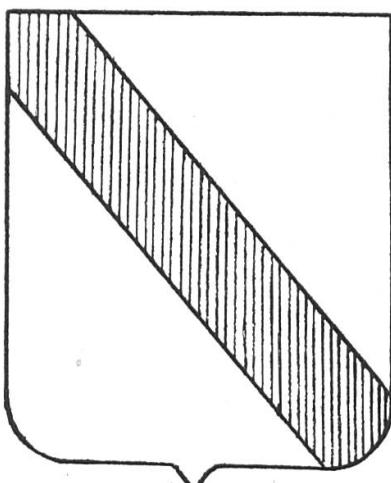


Fig. 1.

rivelino l'origine di tale bandiera amalfitana: l'Archivio di Stato di Salerno non possiede documenti di sorta al riguardo.

Va tuttavia rilevato che la bandiera della Repubblica amalfitana ai suoi albori era azzurra con croce di Malta bianca e non bianca con banda rossa. Furono infatti proprio gli Amalfitani a fondare nel 1048 l'ospedale di San Giovanni in Gerusalemme, dal quale trasse origine nel secolo successivo l'Ordine dei Cavalieri ospitalieri. Solo nel secolo XIII comparve la bandiera del *Comune*, bianca con banda rossa, rimasta nello stemma di Amalfi: sì che la motivazione data dalla Regione sulla scelta dell'emblema non appare del tutto esatta. Anche la blasonatura sì presenta poco corretta (si parla di campo « bianco » anziché « argento ») e il termine « dittante » è affatto incomprensibile o comunque obsoleto.

La seconda Regione a scegliere fu la Basilicata, con legge n. 12 del 22 giugno 1973, pubblicata nel *Bollettino Ufficiale* regionale del 25 luglio successivo, n. 19.

Art. 1 — Lo stemma della Regione Basilicata è costituito da una fascia di quattro onde d'azzurro in campo argento.

Art. 2 — Il gonfalone è di colore azzurro mare, reca al centro lo stemma di cui all'articolo precedente ed in alto l'iscrizione centrata in oro REGIONE BASILICATA. Il gonfalone si completa con il nastro tricolore (verde, bianco e rosso) frangiato d'oro annodato al di sotto del puntale.

Sebbene facilmente immaginabile, non è allegato alla legge il disegno dello stemma, sì che la forma dello scudo resta ignota. L'Ufficio di Presidenza regionale — che qui si ringrazia — ha cortesemente inviato la documentazione relativa al disegno di legge, relatore il dottor Mistrulli. Da essa risulta che i progetti proposti dalla Commissione appositamente creata furono tre: una catena di monti, quattro onde e le cosiddette Tavole Palatine del Metapontino. Il secondo progetto fu prescelto per l'elegante semplicità unita al simbolismo chiaro e significativo; infatti le quattro onde raffigurano i quattro maggiori fiumi della Basilicata: il Basento, l'Agri, il Bradano e il Sinni, e si concretano « in un'espressione che interessa la generalità del territorio regionale, dai monti alla pianura ».

L'Umbria è stata la terza e ultima Regione — almeno fino a oggi — ad adempiere al dettato dell'articolo 2 del suo statuto, con legge del 30 ottobre 1973, n. 37, pubblicata sul *Bollettino Ufficiale* regionale dell'8 novembre successivo, n. 37:

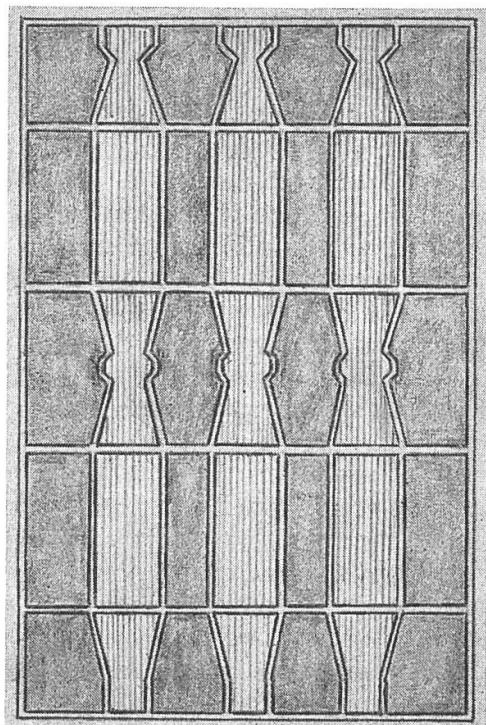


Fig. 2.

Art. 1. *Stemma della Regione* — Lo stemma della Regione dell'Umbria è costituito da elementi geometrici raffiguranti in sintesi grafica i tre Ceri di Gubbio, di colore rosso, delimitati da strisce bianche, in campo argento di forma rettangolare, di cui al bozzetto allegato, che forma parte integrante della presente legge (fig. 2).

Art. 2. *Gonfalone della Regione* — Il gonfalone della Regione è di colore verde con la scritta REGIONE UMBRIA in rosso e reca al centro lo stemma di cui all'articolo precedente. Il gonfalone si completa con il nastro tricolore (verde, bianco, rosso) annodato al di sotto del puntale.

Quale differenza dallo stemma concepito dal Gerola, mostrante una cornucopia in campo azzurro! Ma insieme, pur nel discutibile emblema così stilizzato e racchiuso in uno scudo che bandierale non è, quale maggior simbolismo!

La proposta per l'adozione di uno stemma partì dal consigliere regionale e presidente della I Commissione consiliare signor Fabio Fiorelli (che ringraziamo sentitamente per le informazioni), il quale ritenne che il simbolo della Regione dovesse essere « intelligibile e identificabile per la generalità dei cittadini ed esprimere in sintesi grafica i valori storici, artistici e culturali dell'Umbria » e realizzare « una sintesi tra elemento simbolico ed espressione grafica, offrendo di una immagine antica una soluzione moderna ».

Il bozzetto prescelto dall'apposita Commissione sui 75 presentati, contrassegnato dal motto « Cери di Gubbio », fu ritenuto il migliore perché rappresentante « elementi radicati nell'antichissima storia dell'Umbria e ancor oggi vivi ». Gli elementi semanticci che « l'immagine dei cери porta con sé sono di ordine antico-moderno, prechristiano-cristiano, civile-religioso e urbano-agrario ». Inoltre la tradizione dei cери, rimasta oggi viva nella sola Gubbio, si estendeva in passato ad altre comunità umbre.

Il primo colore proposto fu il viola, mutato poi in rosso, poiché il viola, colore misto e altresì di lutto, fu ritenuto graficamente non ben traducibile. Non accettata fu invece la proposta — che personalmente ritengo viceversa ben fondata — di bordare i cери in oro anziché in bianco.

E ora due parole su questi famosi Cери di Gubbio. La festa dei Cери, che ha luogo il 15 maggio, vigilia di sant'Ubaldo, vescovo e patrono della città, è la festa della « follia » degli Umbri e ha origini antichissime, ancora di tradizione pagana. La ceremonie odierni risalgono a quelle organizzate dalle libere associazioni artigiane medievali. I cери sono tre alte e pesanti macchine di legno, fissate su barelle e formate da due prismi ottagonali di assi inchiodate, terminati da piramidi accostate vertice a vertice e attraversate da una antenna di 6-7 metri, alla cui estremità sono le statue di sant'Ubaldo (cero dei muratori), di san Giorgio (cero dei commercianti) e di sant'Antonio abate (cero dei contadini). Il 10 maggio i cери, rimasti tutto l'anno nella chiesa di Sant'Ubaldo, vengono trasportati in città e decorati in oro e con i colori e gli stemmi dei quartieri. Il 15 maggio, dopo essere stati portati in giro per la città e benedetti, i cери, sollevati a spalla dai *ceraiol*i vestiti di bianco e con berretta e sciarpe rosse e turchine, vengono riportati di corsa su per l'estenuante salita fino al Santuario di Sant'Ubaldo, in una frenetica gara della durata di circa 20 minuti.

Quanto al colore del gonfalone è ben noto che l'Umbria è definita « verde » per antonomasia per il suo paesaggio fertile e ricco di vegetazione.

*Di Aldo Ziggio.*

#### Errare humanum est...

En publiant ce beau plat en faïence à décor bleu de Savone, de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle conservé à Turin au Palais Madame, n° 1346 de l'inventaire (fig. 1.), je tiens à rectifier une grave erreur que j'ai commise à l'article

Bossuet de mon *Armorial et Répertoire Lyonnais*, III, 1968.

Les armoiries du titulaire sont *trois roues*, mais les émaux ne sont pas indiqués. Les attributs sont la couronne de comte, la mître, la crosse et un chapeau à trois rangs de houppes.

Pour les heraldistes français, le nom qui vient immédiatement à la mémoire, est celui des deux Jacques-Bénigne Bossuet, le célèbre évêque de Condom, 1669-1670, puis de Meaux, 1681-1704, et son neveu l'évêque de Troyes, 1716-1742, dont les armes sont *d'azur à trois roues d'or*, et qui ont porté les mêmes attributs, sauf que leur chapeau est à quatre rangs de houppes, mais ce dernier détail n'était pas un motif suffisant pour écarter cette attribution, les prélates français de cette époque n'ayant pas toujours suivi les règles imaginées par Menestrier pour le nombre des houppes de leur chapeau heraldique. C'était néanmoins une sorte imprudence d'attribuer à un évêque du nord de la France un service fabriqué à Savone alors qu'il disposait sur place de plusieurs faïenceries.

C'est en identifiant pour un correspondant un manuscrit du trésor de Saint-Ours à Aoste que j'ai découvert l'existence d'une famille Roero ou Rovero, d'Asti, qui portait *de gueules à trois roues d'or* et a donné aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles plusieurs prélates du nord de l'Italie. On trouve dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle.

Vincent Roverio, évêque d'Asti, 1655-1665.

Joseph Rovero, évêque d'Alba, 1697-1727, et plus tard, Jean-Baptiste Rovero, évêque d'Acqui, 1727-1744, avant d'être archevêque de Turin, 1744-1768, et cardinal, 1756; et

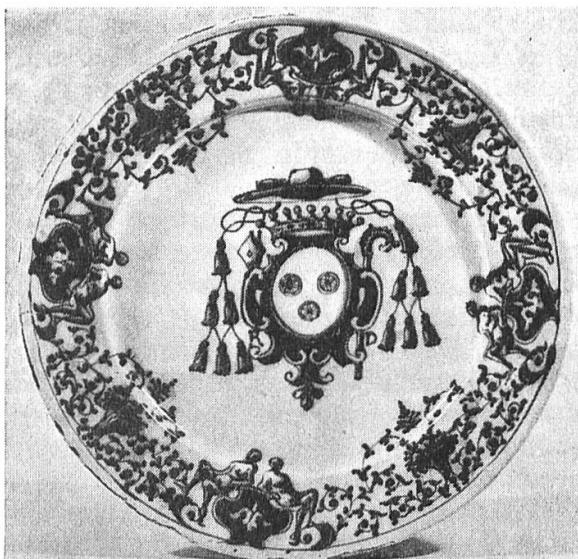


Fig. 1. Plat aux armes Rovero, d'Asti

Ignace Rovero, évêque de Novare, 1748-1756.

Les renseignements qu'a bien voulu me donner depuis sur cette faïence, en même temps qu'il m'en offrait la photographie, le très obligeant docteur Vittorio Viale, conservateur honoraire des Musées de Turin, d'après l'ouvrage de Constantino Barile, *Antiche Ceramische Liguri*, 1965, qui l'a publiée à la planche LXIII, permettent de l'attribuer à l'atelier de Grossi, d'Albissola, dont il porte la marque à la lanterne, dans la forme en usage jusqu'en 1698.

Il semble donc, et c'est l'avis du docteur Viale, que l'on puisse donner, avec une quasi-certitude, ces armes à Joseph Rovero, évêque d'Alba, 1697-1727.

Reste à expliquer le sens des lettres R D qui accompagnent la pointe du blason, et que je n'avais pas remarquées jadis. Le docteur Viale pense à *Reverendissimo Domino*. Ce serait alors une sorte de dédicace. A moins que la lettre R se rapporte au nom de Rovero. Mais dans ce cas que voudrait dire le D ?

Jean Tricou.

## Bibliographie

N. N. SPERANOV, *Ziémélnié Ghierbi Rossii — XII-XIX wiekov* (*Les armoiries des villes de la Russie — XII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*). Moscou Edit. Sovietskaïa Rossiya, 1974, 1 vol., 200 p., 500 ill. en coul. Texte en russe, avant-propos et légendes des illustrations en anglais, français et allemand.

Il n'existe aucun ouvrage russe actuel sur les armoiries des villes et régions de ce pays; le livre de A. B. Lakier (1855) et l'album de P. P. Winkler publié en 1900 sont devenus des rares et contiennent d'ailleurs des erreurs. Le présent ouvrage constitue la première publication soviétique consacrée à l'ensemble des anciens emblèmes et armoiries de Russie (le titre français parle des villes, l'anglais des « principalités » et l'allemand des « Länder »). Il traite de 484 villes et provinces, dont les blasons sont reproduits en couleurs et expliqués, avec parfois les raisons des modifications intervenues au cours des temps. La bibliographie montre que l'auteur n'a utilisé que des sources russes : Winkler et Lakier déjà cités, l'*Heraldika d'Arséniev*, le *Recueil général des lois*, le *Titularnik* (livre des titres), et les études des spécialistes soviétiques en matière d'héraldique, de sigillographie, de cryptographie et de toponymie, ainsi que le manuel de N. V. Ustjougov *Sphragistique et héraldique russes* (Moscou 1963). Une assez longue introduction permet au lecteur de connaître l'origine des emblèmes des pays russes, les principes élémentaires de l'héraldique et la méthode de création de nouveaux emblèmes pour les villes soviétiques. Speranov dégage ensuite les sujets habituels d'inspiration des blasons territoriaux russes : la nature, les richesses du sous-sol, le travail et les vieux métiers, la lutte pour la patrie. On ne voit cependant pas très bien quel schéma de classement il a adopté : s'il y a un chapitre sur

les « villes principales », il y en a un autre sur « le monde aquatique », il y a un titre « Défense de la patrie », mais aussi « la chasse et la pêche ». Les « souvenirs de gloire » ne voisinent pas avec les « pages d'histoire »... On ne trouvera dans tout l'ouvrage que trois reproductions des emblèmes des anciens gouvernements de la Russie impériale, tirées du recueil de Winkler; à part quelques illustrations reprises au *Titularnik*, les dessins sont de la main d'artistes honnêtes, sans plus, et paraissent souffrir d'un manque de tradition. Il n'en reste pas moins que l'on est fort heureux de constater un tel regain d'intérêt pour l'héraldique dans l'Est soviétique.

Harmignies.

*Il Codice Capodilista in edizione fac-simile.* Le aziende di credito italiane, prime fra le quali le Casse di Risparmio, con il restauro di monumenti e le pubblicazioni d'arte, possono essere senz'altro considerate i mecenati contemporanei più generosi.

Un posto di rilievo in questa attività meritoria è occupato dalla Cassa di Risparmio di Padova e Rovigo, la quale, dopo numerosi e splendidi volumi d'arte curati nel recente passato, ha pubblicato nel 1972, in occasione del 150mo anniversario della sua fondazione, in edizione fac-simile il famoso codice « De Viris Illustribus Familiae Transelgardorum Forzatè et Capitis Listae ». Il Codice si trova presso la Biblioteca Civica di Padova (B. p 954) e consta attualmente di 38 carte.

Giovanni Francesco Capodilista, eminente cittadino di Padova, dottore del diritto civile e canonico presso l'Università di Padova, iniziò a scrivere la storia della sua illustre famiglia a Basilea nel 1434-1435 — dove si trovava come ambasciatore veneto presso